

## Note sur la transposition à plus grande échelle



©FIDA/S.Jonckheere

### Contexte

Le développement rural du Gabon dépend pour une large part de la croissance du sous-secteurs agro-sylvo-pastoraux, mais la mise en valeur du potentiel agricole national reste encore embryonnaire. Depuis l'indépendance, les différentes stratégies mises en place par le Gouvernement n'ont pas pu relever ce secteur. Actuellement le secteur agricole emploie environ 40% de la population rural gabonaise, bien qu'il ne contribue qu'à 5% du PIB et ne compte que pour 0,7% du budget de l'état. La disponibilité des terres agricoles qui occupent 20% (5,2 millions d'hectares) de la superficie du pays contraste avec l'activité dans le secteur qui s'exerce sur une portion congrue estimée à moins de 10% des terres arables. La population rurale qui représentait 20% des gabonais en 2000 décroît de façon effrénée au profit des milieux urbains, et ne représente que 13% de la population en 2013.

L'activité agricole est dominée par de petites exploitations familiales dont le nombre est estimé à environ 70 000. Elle est exercée à des fins de subsistance essentiellement par des personnes âgées. On estime que la surface cultivée par actif rural est de 0,20 hectare en 2012. La production agricole est insuffisante pour assurer la sécurité alimentaire du pays. D'où un volume important d'importations estimés à plus de 300 milliards de francs CFA en 2014 pour compenser le déficit estimé à plus 60% des besoins alimentaires incluant les céréales et les produits carnés.

Cette situation s'explique par plusieurs facteurs:

- (i) foncier non maîtrisé et non sécurisé;
- (ii) espace agricole insuffisamment aménagé et viabilisé;
- (iii) surface agricoles exploitées réduites;
- (iv) faibles rendements des spéculations;
- (v) cadre d'investissement non attractif, y compris incitations fiscales insuffisants;
- (vi) accès limité au financement, aux semences et intrants agricoles de qualité, et au conseil agricole;
- (vii) faible capacité des institutions publiques, privées et communautaires du secteur agricole;
- (viii) insuffisance et mauvais état des infrastructures de production, de transformation et de commercialisation agricoles;
- (ix) faible inter-connectivité entre les différents maillons de la chaîne des filières;
- (x) main d'œuvre local insuffisamment orientée et à faible capacité;
- (xi) une insuffisance des structures de formation agricole due à une vétusté des infrastructures et des plateaux techniques;
- (xii) un manque de concertation avec le milieu économique pour organiser les formations et faire évoluer les offres des formation afin de mieux répondre à la demande; et,
- (xiii) faibles fonctions régaliennes d'appui au secteur.

On estime que 30% de la population gabonaise vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les enquêtes conduites en 2013 pour la définition de la stratégie de développement humain du Gabon révèlent qu'environ 95 000 ménages sont considérés comme économiquement faibles. Le nombre de personnes en situation de pauvreté est sensiblement supérieur en milieu urbain (55%) par rapport au milieu rural (45%), mais le taux de pauvreté est plus élevé en milieu rural, avec 45% de foyers économiquement faibles contre 20% en milieu urbain. La situation des pauvres en milieu rural est aggravée par un accès limité aux services sociaux et publics de base (notamment santé et accès à l'eau et à l'électricité).

La baisse continue de l'activité dans le secteur pétrolier affecte la croissance du PIB. Par effet conjugué avec la baisse de la demande, l'économie nationale a enregistré une baisse des exportations. Les recettes pétrolières chutent de 59% et on relève une baisse de 11% des recettes non pétrolières. Pour réduire progressivement la dépendance envers les ressources pétrolières et, plus généralement, les matières premières, et pour assurer la diversification de l'économie gabonaise, le Gouvernement a lancé le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE). Le PSGE décrit les axes prioritaires du modèle de développement gabonais à l'horizon 2025 et vise à valoriser le potentiel agricole et garantir la sécurité alimentaire.

L'ambition du Gouvernement gabonais est de faire du secteur agricole un secteur de diversification de l'économie et du renforcement des leviers d'une croissance inclusive.

## **Principaux éléments du programme de pays du FIDA**

Conformément à son mandat et à ses avantages comparatifs, le FIDA a axé sa coopération avec le Gabon dans le développement rural en appuyant la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles permettant d'aider les populations agricoles et rurales pauvres à améliorer leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence. La niche du FIDA au Gabon est constituée par le développement économique et institutionnel en milieu rural, avec un accent particulier sur l'appui ciblé sur les petits producteurs et les catégories les plus vulnérables à la pauvreté, notamment les femmes.

L'assistance du FIDA au Gabon a commencé en 1993. Cependant elle a été limitée à cause des difficultés économiques auxquelles le pays a dû faire face entre 1995 et 2000 et du faible d'intérêt pour le développement rural. Le portefeuille du FIDA au Gabon est actuellement géré par le Bureau Pays du FIDA au Cameroun et comprend une opération en cours d'exécution : le Projet de développement agricole et rural (PDAR) mis en œuvre en 2007 pour une durée initiale de 6 ans et un budget de 8,4 millions d'USD. Suite à la revue à mi-parcours intervenue en 2012, et à la demande du Gouvernement du Gabon, le FIDA a accordé une enveloppe additionnelle de 5 millions d'USD et autorisé l'extension du projet jusqu'en 2017.

Le PDAR intervient dans la Province du Woleu-Ntem où il appuie la productivité de la banane et du manioc tout en renforçant les capacités des acteurs. Ce faisant le FIDA contribue à l'émergence d'un monde rural structuré autour des groupements qui s'organisent dans les filières, et à l'amélioration des revenus des ménages. À l'état actuel des connaissances, le PDAR est l'un des principaux projets dans le pays à avoir pour but l'augmentation des revenus provenant de l'agriculture vivrière en zone rurale. Le projet joue un rôle important comme catalyseur en appui à un développement rural intégré dans les zones rurales du pays.

## **Initiatives de transposition à plus grande échelle pour l'intensification de la production agricole au Gabon**

Les systèmes de production traditionnels au Gabon sont peu intensifs (faible utilisation d'intrants de qualité et d'outils performants) et rendent la productivité du travail agricole très faible. Le PDAR intervient dans la Province du Woleu-Ntem où il appuie la productivité de la banane et du manioc tout en renforçant les capacités des acteurs. La disponibilité régulière et durable de semences performantes dans ces deux filières s'est améliorée. Le Projet contribue aussi à mettre en place une expertise locale en matière d'encadrement des producteurs et coopératives agricoles, avec la promotion de techniciens d'appui conseil (TAC) qui compensent l'absence au niveau provincial d'un dispositif technique régional spécialisé dans la vulgarisation et l'encadrement des producteurs.

Pour pallier le problème d'approvisionnement en matériel végétal de bonne qualité dans la filière banane, le PDAR, en collaboration avec le Centre Africain de Recherche sur les Bananiers Plantain CARBAP), a impulsé l'introduction de la technique Plants Issus de Fragments de tiges (PIF). C'est une technique novatrice de multiplication végétative des rejets de bananier plantain peu coûteuse dont l'avantage est de permettre une production rapide en masse de rejets (50 à 100 à partir d'un rejet/souche). Cette production

se fait durant 2 à 3 mois au lieu d'un minimum de 6 mois avec la méthode ordinaire qui produit 4 à 5 rejets par plant. De plus, le PIF produit au terme du premier mois, des vivo plants rustiques, car obtenus en milieu réel, indemnes de charançon et de nématodes. Avec l'appui du CARBAP, le Projet a sélectionné des variétés améliorées et localement appréciées. À date, 71 germoirs ont été construits avec une production de 396 885 vivo plants dont 264 000 vendues à F CFA 300 chacune. Cette réalisation marquante a été favorisée par la sélection et la formation de producteurs semenciers.

Le PDAR a également obtenu des résultats significatifs dans la production et la diffusion du matériel végétal de manioc à travers la mise en place de parcs à bois pour l'approvisionnement des producteurs en boutures. . En collaboration avec l'Institut International de l'Agriculture Tropicale (IITA), le Projet a sélectionné des variétés améliorées, ainsi que des variétés locales tolérantes à la mosaïque. La diffusion de boutures saines résistantes à la mosaïque, a permis de contenir la maladie virale qui engendrait des pertes de rendement de l'ordre de 80%.

À date, des producteurs semenciers ont été formés et 64 ha de parcs à bois ont été mis en place avec une production de 6 135 800 boutures dont 4 923 000 vendues à F CFA 25 chacune.



©Joel Bouopda Tatou  
Food in Africa - Cassava in Gabon

Pour favoriser l'émergence d'opérateurs d'appui-conseil, le PDAR renforce les capacités des différents opérateurs d'appui-conseil de la province du Woleu Ntem afin d'initier la mise en place d'une expertise locale adaptée aux besoins des producteurs et aux filières cibles. Les compétences sont renforcées principalement au moyen des formations théoriques et pratiques sur le terrain et de recyclages en animation (approche et diagnostic participatif, aspects genre, ciblage et inclusion des plus pauvres, structuration des organisations de producteurs) et filières (gestion des microprojets, approche filière). À date, le Projet a formé des techniciens d'appui conseil (TAC) pour assurer le processus de transfert de savoirs, aptitudes et attitudes des paysans bénéficiaires.

L'investissement productif se fait à travers le financement de microprojets préparés par les bénéficiaires avec l'appui des TAC, et soumis à une commission départementale de sélection. L'appui à date à 858 micro-projets, a permis le doublement des superficies moyennes cultivées, l'augmentation de la production, l'introduction de la petite transformation, et l'approvisionnement de nombreuses coopératives agricoles en matériel végétal de bonne qualité provenant des champs semenciers. Les paysans semenciers du projet sont désormais les principaux fournisseurs de matériel végétal dans le Woleu-Ntem et les provinces environnantes. Par exemple, les transactions commerciales effectuées en 2016 par 20 producteurs semenciers de manioc et banane au titre de la première campagne agricole s'élevaient à 28 800 000 FCFA. D'autres projets intervenant dans l'agriculture, notamment la Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (Projet GRAINES) et le Projet de Développement et d'Investissement Agricole au Gabon (PRODIAG), ont acheté des quantités significatives de matériel végétal chez les producteurs appuyés par le PDAR. Les transactions commerciales de 8 producteurs semenciers avec le Programme GRAINE font ressortir un chiffre d'affaires de 8 500 000 FCFA au titre de la première campagne agricole 2016.

## **Obstacles potentiels à l'obtention de résultats**

L'intensification de la production agricole au Gabon fait face à deux grandes contraintes: les changements de priorités des gouvernements successifs depuis l'indépendance, et la commercialisation des produits agricoles. L'agriculture Gabonaise a été longtemps marginalisée au profit des secteurs jugés plus rentables pour l'économie, comme le pétrole. Le développement du secteur agricole a commencé à être un enjeu avec la chute des recettes pétrolières et la nécessité de diversifier l'économie. La disponibilité du gouvernement à faire de la petite agriculture une priorité pour une croissance inclusive est très importante pour obtenir des résultats à plus grande échelle. Le PSGE réaffirme la volonté du Gouvernement du Gabon de relancer le secteur agricole.

Les contraintes inhérentes à la commercialisation des produits agricoles sont: (i) le caractère semi-périssable des produits particulièrement le manioc et la banane; (ii) le faible pouvoir de négociation des producteurs; (iii) le manque d'intérêts des commerçants-transporteurs pour des petites quantités irrégulières dispersées dans plusieurs villages; (iv) le manque d'informations fiables sur les opportunités de marché; (v) le coût élevé de la main-d'œuvre; (vi) la faible inter-connectivité entre les différents maillons de la chaîne des filières et (vii) le mauvais état des pistes rurales. La reproduction à plus grande échelle de l'intensification de la production agricole doit nécessairement être accompagnée par des efforts qui adressent ces contraintes fondamentales.

# Stratégie de transposition à plus grande échelle

Pour le FIDA, le parcours vers des résultats à plus grande échelle au Gabon nécessite l'intégration des trois principaux instruments – concertation sur les politiques, projets et savoirs – sur lesquels il va s'appuyer pour mobiliser les ressources d'autres partenaires (communautés locales, gouvernement national, secteur privé, banques, autres donateurs, etc.) et pour susciter une évolution des politiques publiques.

## Participation à l'élaboration des politiques

Le PDAR constitue un exemple d'approche fructueuse de la réduction de la pauvreté rurale et favorise le dialogue avec les responsables politiques et d'autres parties prenantes, en vue d'intégrer ces approches dans les politiques, les institutions et les stratégies nationales. L'accent sera mis sur le renforcement de l'orientation en faveur des pauvres dans les politiques publiques de développement rural et leur mise en œuvre, ainsi qu'au sein des institutions responsables, et sur l'amélioration de la capacité des parties prenantes nationales à participer efficacement au processus de formulation des politiques publiques. Plus spécifiquement le FIDA accompagnera le dialogue sur les politiques sectorielles. Il appuiera à cet effet l'opérationnalisation de la nouvelle loi d'orientation agricole, ainsi que les réformes liées à la restructuration de l'Office National du Développement Rural (ONADER). Il appuiera en outre les études techniques, les consultations régionales et nationales visant à évaluer le système actuel de vulgarisation agricole, et à proposer un nouveau dispositif d'encadrement et de vulgarisation en phase avec les ambitions actuelles de développement de l'agriculture et de l'élevage, en impliquant le secteur privé et les centres de recherche-développement.

## Financement des projets

Le FIDA a convenu avec le Gouvernement de commencer avec la formulation d'un nouveau projet s'inspirant du modèle du PDAR pour l'intensification de la production agricole. Le secteur agricole gabonais est divisé en cinq zones : i) le Woleu Ntem/Ogoué Ivindo, ii) la Ngounié/Nyaga, iii) l'estuaire, iv) le Haut Ogoué/Ogoué Lolo et v) le Moyen-Ogooué/Ogooué-Maritime. Il a été convenu avec le Gouvernement de mettre en œuvre le projet dans les 3 premières zones avec une possibilité de phasage vers la quatrième.

Les résultats obtenus par le PDAR ont suscité beaucoup d'intérêt au niveau du Gouvernement, des partenaires techniques et financiers, et du secteur privé au Gabon. C'est dans ce contexte que le FIDA a entamé des discussions avec GRAINE, la Banque africaine de développement et OLAM pour, nouer des partenariats et susciter une évolution des politiques publiques. Il existe une forte intention de bâtir sur l'approche et les résultats du PDAR concernant l'intensification de la production agricole.

Le FIDA compte aussi sur ses bénéficiaires pour la mise à l'échelle de l'intensification de la production agricole. Comme constaté dans le PDAR, les bénéficiaires ont déjà commencé à utiliser leurs propres ressources pour augmenter la superficie des champs semenciers, mais aussi pour emblaver plus d'hectares de banane et manioc tout en suivant les itinéraires techniques promues par le PDAR. En s'apercevant des bons résultats obtenus par les bénéficiaires du PDAR, mêmes leurs voisins commencent à répliquer les bonnes pratiques d'intensification de la production agricole.

## Production et partage des savoirs

Les savoirs jouent un rôle particulièrement important, car ils peuvent susciter des changements en encourageant les meilleures pratiques et l'exploitation de l'expérience acquise. Ainsi, la diffusion des bonnes idées d'une région à l'autre peut avoir des conséquences très positives pour le développement. À cet égard le FIDA facilitera des visites d'échanges auprès des organisations de producteurs qui ont déjà atteint un bon niveau de maturité et des paysans/entrepreneurs modèles, notamment ceux qui ont moins de 40 ans. Dans le contexte de la coopération Sud-Sud, le FIDA promouvra des échanges notamment en ce qui concerne la structuration des organisations paysannes, la commercialisation des produits agricoles et l'insertion des jeunes dans l'agriculture.

Le FIDA continuera à appuyer les services statistiques provinciaux visant à développer des statistiques comme véritable outil d'information et d'aide à la décision économique. Un effort spécifique serait fait pour créer une véritable chaîne de valeur entre le S&E, la gestion des savoirs, et la communication pour collecter, traiter et valoriser au mieux, sous de multiples supports et avec l'aide des nouvelles technologies, les données et informations générées par les activités des différents projets sur le terrain.

## Éléments moteurs et espaces à ménager pour la transposition à plus grande échelle

Un élément moteur clef qui motive la transposition à plus grande échelle de l'intensification de la production agricole au Gabon est l'expérience du PDAR qui nous enseigne que les grandes difficultés que rencontrent les petits exploitants et dont résulte la pauvreté rurale méritent des actions de moyenne à longue durée en faveur du désenclavement des zones rurales, de l'approvisionnement en semences, en petits équipements agricoles, en transformation et commercialisation de la production. Un autre élément moteur est la chute des recettes pétrolières qui a obligé le Gouvernement gabonais à inscrire le développement et la promotion d'une agriculture intensive, durable et compétitive au rang de ses priorités stratégiques.

Les conditions favorables qui peuvent être mises en place, ou les obstacles potentiels à lever, pour que les interventions d'intensification de la production agricole au Gabon aient des perspectives de croissance sont les espaces suivants:

### Espace institutionnel

Le FIDA continuera d'exploiter son avantage comparatif en investissant dans les populations rurales en reproduisant à plus grande échelle les résultats obtenus, grâce à l'action collective et au capital social. L'expérience du mouvement associatif au Gabon est relativement récente. Le FIDA continuera d'appuyer la formation d'organisations locales par des agriculteurs ou des entrepreneurs individuels ayant des intérêts communs forment des organisations locales, qui accèdent ensuite au rang de coopératives ou d'associations faïtières tournées vers le marché. Quand des organisations faïtières prennent suffisamment d'ampleur et deviennent assez solides, elles peuvent fournir des services à leurs membres/actionnaires directement ou bien établir des liens durables avec des fournisseurs d'intrants, des acheteurs de produits, des prestataires de services agro-technologiques spécialisés, des institutions de microfinance ou des banques. Elles sont également en mesure de faire entendre leur voix dans les processus d'élaboration des politiques. Le FIDA appuiera le développement d'un réseau semencier pour la multiplication et la diffusion de variétés performantes de manioc et de banane capable de répondre efficacement aux exigences du secteur agricole, et pouvant servir de base au développement d'un marché de semences certifiées. De

cette façon on pourra combler les lacunes entre le secteur formel et les petits producteurs, en assurant l'approvisionnement en semences de qualité à faible coût jusque dans les zones reculées. Les organisations de petits agriculteurs deviennent ainsi les principaux vecteurs de la reproduction à plus grande échelle de l'intensification de la production agricole au Gabon, la stratégie du FIDA étant de faciliter leurs efforts pour développer leurs propres activités. Le FIDA continuera également d'appuyer l'émergence d'un service de conseil spécialisé et de proximité pour l'encadrement des producteurs.

## **Espace financier/budgétaire**

La transposition à plus grande échelle de l'intensification de la production agricole au Gabon exige davantage de ressources financières. Dans ce cadre, le FIDA ouvrira un espace aux partenariats, notamment avec le gouvernement, d'autres partenaires financiers et techniques, comme la BAD et l'AFD, et le secteur privé, comme OLAM. Afin d'éviter les doublons au profit de la complémentarité et de la synergie le FIDA s'engagera afin d'avoir un dialogue avec les autres partenaires techniques et financiers. En plus, tous les appuis du FIDA en matière de promotion de l'entrepreneuriat dans les filières agropastorales porteuses seront basés sur de plans d'affaires solides afin d'assurer la durabilité des interventions. Enfin, comme c'est le cas actuellement avec le PDAR, la transposition à plus grande échelle se fera également avec les contributions (humaines et financières) propres des producteurs.

## **Espace politique**

L'ambition affichée du Gouvernement gabonais, à travers le PSGE horizon 2025 et notamment son pilier « Gabon Vert », est de faire du secteur agricole un secteur de diversification de l'économie et du renforcement des leviers d'une croissance inclusive. En outre, il est appelé dans les années à venir à répondre aux besoins alimentaires du pays, à créer plus d'emplois (le taux de chômage est de 20,4% au niveau national et affecte plus des jeunes de 15 à 34 ans avec 61,6%) et à permettre une commercialisation à moindre coût des denrées alimentaires de première nécessité en les produisant localement. C'est dans cette perspective que le Gouvernement a décidé d'inscrire le développement et la promotion d'une agriculture intensive, durable et compétitive au rang de ses priorités stratégiques. En promouvant l'exemple du PDAR, le FIDA mettra l'accent sur le renforcement de l'orientation en faveur des pauvres dans les politiques publiques de développement rural et leur mise en œuvre, ainsi qu'au sein des institutions responsables, et sur l'amélioration de la capacité des parties prenantes nationales à participer efficacement au processus de formulation des politiques publiques.

## **Espace d'ouverture aux partenariats**

Le FIDA ouvrira un espace aux partenariats, notamment le gouvernement, les institutions nationales, les partenaires techniques et financiers (notamment la BAD, l'AFD et la FAO), les centres de réflexion, le monde universitaire et les centres de recherche-développement. L'intérêt premier des partenariats ne réside pas dans les ressources qu'ils permettent de mobiliser, mais dans l'accès qu'ils offrent aux savoirs et dans la mobilisation des capacités, des influences et du pouvoir de diffusion qu'ils représentent. À cet égard, les partenariats avec le secteur privé, les entreprises agroalimentaires, les institutions de micro-financement et les banques, les compagnies de (micro)assurance, le secteur des technologies de l'information et des communications, les promoteurs d'innovations et de technologies (tels que le Groupe consultatif pour la recherche agricole international, les systèmes nationaux de recherche agricole, les universités, les réseaux de savoirs et notamment IITA et CARBAP) seront considérés comme un moyen de multiplier les opportunités d'amplification des résultats dans le secteur agricole. Enfin, le rôle des médias ne sera pas négligé, car ils constituent un moyen très efficace en fonction des coûts de sensibiliser le public et



de constituer des groupes d'intérêt en faveur du changement. Dans ce contexte, le FIDA continuera sa collaboration avec des radios locales et nationales. En plus, le FIDA appuiera la mise en relation au niveau local et régional des producteurs et de leurs groupements avec les commerçants et les transporteurs afin de faciliter la commercialisation et d'augmenter la valeur ajoutée au profit des différents maillons de la chaîne.

## **Espace culturel**

La réalisation des ambitions nationales agricoles requiert de pouvoir relever un certain nombre de défis à commencer par la mise en place de conditions attractives pour mobiliser et stabiliser les actifs ruraux et une main d'œuvre agricole jeune et engagée dans la profession agricole. Cette profession ne motive pas la force de travail juvénile qui reste tournée vers les métiers urbains de services. Peu de jeunes réussissent à envisager leur avenir dans le secteur agricole ou dans les zones rurales. De multiples obstacles se dressent devant les jeunes qui essaient de gagner leur vie en milieu rural, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre, aux services financiers, aux métiers de l'environnement, aux marchés et l'engagement dans les débats politiques. Le FIDA mettra l'accent sur l'insertion des jeunes dans les chaînes de valeurs afin de créer un environnement favorable et des conditions propices, où les jeunes sont capables de créer leur propre futur en milieu rural et d'apporter leur contribution aux sociétés et communautés dans lesquelles ils évoluent.

Le FIDA vise à faciliter l'accès des jeunes aux ressources (foncier, eau, intrants, infrastructures productives, services commerciaux et financiers) et à l'appui/accompagnement pour qu'ils aient de vraies activités génératrices de revenus leur permettant un ancrage dans leur territoire au niveau des filières ciblées; et également à renforcer leur participation dans les organisations à la base, les cadres de concertation et de décision. L'intérêt des jeunes à l'agriculture sera créé à travers la promotion de l'agriculture en tant qu'entreprise vraiment rentable. À cet effet, la présentation des parcours de jeunes agriculteurs ou agro-entrepreneurs brillants comme modèles de réussite professionnelle ne peut qu'encourager les jeunes à se lancer en agriculture. En même temps, le FIDA offrira aux jeunes ruraux les compétences et les connaissances nécessaires à l'activité agricole et à l'adoption de méthodes de production respectueuses de l'environnement. Dans ce contexte le FIDA appuiera l'érection de l'Ecole Nationale de Développement Rural (ENDR) dans le Wolleu Ntem à Oyem, en pôle intégré de développement de l'entrepreneuriat agro pastoral. Il s'agira d'une école entreprise qui sera un centre de formation et de production intégré favorisant aussi bien la formation professionnelle non diplômante de courte durée (1 à 5 mois), la formation entrepreneuriale et l'insertion professionnelle notamment des jeunes dans les métiers liés au secteur de l'agriculture et de l'élevage.

## **Espace environnementale**

Le Gabon couvre une superficie de 267 667 km<sup>2</sup>, dont 80% est constituée de forêt équatoriale. Le pays dispose de ressources naturelles et de conditions climatiques incontestables, de vastes étendues verdoyantes de terres arables et d'un environnement propice au développement des activités agricoles. Plus de 2 millions d'hectares sont cultivables pour les cultures industrielles, telles que : café, cacao, hévéa, huile de palme, qui sont exploitables selon les normes environnementales. Déjà de grands groupes internationaux, confiants en ces nouveaux débouchés, y ont investi plus d'un milliard de dollars à travers de nombreux projets en partenariats publics-privés. Pour assurer la durabilité de la transposition à plus grande échelle, il faut tenir compte de l'impact de l'intervention sur les ressources naturelles et sur l'environnement en atténuant les effets préjudiciables et en renforçant les incidences positives.

## Suivi-évaluation

Le suivi du parcours de reproduction des résultats à plus grande échelle devra suivre non seulement les produits et effets du nouveau projet, notamment que la capacité des organisations paysannes à fournir des services à leurs membres et aux communautés pour accroître leur participation à la revitalisation de l'économie locale soit accrue et que l'accès des petits producteurs à des technologies de production, de transformation, de réduction de la pénibilité du travail agricole et au marché soit assuré, mais il devra aussi surveiller à la création des espaces clés (institutionnels, politiques, budgétaires, etc.) permettant d'avancer sur le parcours de transposition à plus grande échelle. La réalisation de ces espaces peut dépasser la vie des projets appuyés par le FIDA. Dans ce cadre il faudra suivre les aspects suivants :

- Le nombre de coopératives agro pastorales qui rendent des services à leurs membres, réalisent des opérations dans les filières ciblées, et participent au dialogue national sur les politiques sectorielles
- Le montant des ressources financières allouées par le gouvernement et les partenaires financiers et technique à l'intensification de la production agricole au Gabon
- Le nombre de politiques publiques de développement rural renforcées en faveur des pauvres
- Le nombre de partenariats établis par le FIDA au Gabon, y-inclus ceux avec le secteur privé, les entreprises agroalimentaires, les institutions de micro-financement et les banques
- Le nombre de jeunes capables de créer leur propre futur en milieu rural au Gabon

## Messages clés pour la transposition à plus grande échelle dans le pays

Au Gabon le FIDA peut parvenir à des résultats à plus grande échelle s'il utilise efficacement ces trois principaux instruments d'intervention: le financement de projet, la concertation sur les politiques et la gestion des savoirs. Il devra pour cela adopter une démarche plus programmatique et s'efforcer de porter à l'échelle du pays les résultats obtenus en matière de développement, au sens large.

L'expérience du FIDA dans le Woleu-Ntem, apparaît de ce qui précède, comme une alternative de développement socioéconomique durable en milieu rural. La mise en œuvre du projet a en effet induit : (i) la mobilisation des exploitations familiales et des groupements organisés autour de projets agricoles à vocation économique et professionnelle; ii) la mise en place d'un réseau semencier pour la multiplication et la diffusion de variétés performantes de manioc et de banane (iii) le développement de la production de manioc, de banane grâce à un Fonds d'Appui aux microprojets iv) l'émergence de l'esprit d'entreprise à travers la structuration des groupement mutés en coopératives conformément à la réglementation en vigueur et enfin (v) l'émergence du service de conseil spécialisé et de proximité pour l'encadrement des producteurs.

Il faut toutefois adopter une démarche souple, peu complexe et réaliste de la conception des projets, prenant en compte la faible culture entrepreneuriale ou associative des producteurs, et les faibles capacités d'exécution des institutions participantes. En plus, on doit garantir l'accès physique des bassins de production, et faciliter la mise en relation directe des producteurs avec les acteurs du marché.

L'engouement des groupements bénéficiaires du PDAR est réel pour la production. Les initiatives en matière de commercialisation sont timides d'où le besoin d'un dispositif d'appui conseil qui accompagne

l'orientation entrepreneuriale des activités à travers un renforcement de leurs capacités (identification des marchés, formation des prix, négociations etc...) et la fourniture d'informations commerciales.

En plus, le programme de pays emploiera sa capacité de mobilisation pour pérenniser l'impact du projet au-delà de son achèvement, et elle veillera à ce qu'un cadre d'action publique ainsi que des ressources financières ou budgétaires soient disponibles pour obtenir des résultats à plus grande échelle d'une manière durable.

## Références

Fonds International de Développement Agricole (2007). Projet de développement agricole et rural: Rapport de pré-évaluation. Rome, Italie.

Fonds International de Développement Agricole (2016). Projet de développement agricole et rural: Rapport de supervision. Rome, Italie

Gouvernement du Gabon (2012). Plan Stratégique Gabon Émergent: Vision 2025. Libreville, Gabon.




©FIDA/S.Jonckheere





Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: [ifad@ifad.org](mailto:ifad@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)


[www.ruralpovertyportal.org](http://www.ruralpovertyportal.org)

 [ifad-un.blogspot.com](mailto:ifad-un.blogspot.com)

 [www.facebook.com/ifad](https://www.facebook.com/ifad)

 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)

 [www.twitter.com/ifadnews](https://www.twitter.com/ifadnews)

 [www.youtube.com/user/ifadTV](https://www.youtube.com/user/ifadTV)

## Auteur

### **Bernard Hien**

Directeur Pays  
Bureau pour le Cameroun, le Gabon et la RCA,  
Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Courriel: [b.hien@ifad.org](mailto:b.hien@ifad.org)

## Contact

### **Maria-Elena Mangiafico**

Responsable de la gestion des savoirs et des dons  
Division des politiques et du conseil technique  
Courriel: [PTAKMmailbox@ifad.org](mailto:PTAKMmailbox@ifad.org)

**Novembre 2016**